

# LE SYNDICAT DE POLICE ALLIANCE NE VOULAIT PLUS PROTÉGER CHARLI HEBDO



Photo : <http://rue89.nouvelobs.com/>

Avec le recul et après les événements dramatiques du début janvier, la réapparition du tract du syndicat de Police "Alliance" dans le "Canard enchaîné" fait désordre (voir ci-dessous).

Si effectivement la Police a d'autres missions plus urgentes et importantes que de protéger les locaux privés d'un journal, sa présence telle qu'elle avait été prévue après l'incendie criminel du siège de « Charlie Hebdo » s'avérait bien indispensable maintenant que l'on connaît le dénouement de la tragédie.

Il est probable que dans l'esprit des militants de ce syndicat, les missions de protection telles que celle-là devraient être plutôt confiées à des sociétés privées spécialisées. Mais on peut s'interroger sur certaines missions de même nature effectuées par d'autres fonctionnaires de Police ou des gendarmes dont le rôle consiste essentiellement à protéger d'anciens politiques voire accompagner un Président de la République dans ses tribulations amoureuses et, pourquoi pas lui apporter aussi des croissants. Sur ces missions très spéciales qui réquisitionnent policiers ou gendarmes, le syndicat ne s'est pas offusqué et n'a pas jugé utile de rédiger de tracts.

## En garde !



**ALLIANCE**  
**POLICE NATIONALE**

LE 4 AVRIL LORS D'UNE AUDIENCE AUPRES DU DIRECTEUR DE LA DOPC NOUS AVONS EXIGÉ L'ARRÊT IMMÉDIAT DE LA MISSION « CHARLIE HEBDO! »

DEPUIS PLUS DE 7 MOIS LES COMPAGNIES D'INTERVENTION FOURNISSENT JUSQU'À 9 COLLEGUES PAR JOUR POUR LA PROTECTION DES LOCAUX PRIVÉS D'UN JOURNAL

**INADMISSIBLE!!!**

**U**N « *luxé* », c'est le mot qu'avait employé, dans un tract distribué en avril 2013, le syndicat de policiers Alliance pour qualifier la « mission "Charlie Hebdo" ». Surveiller les « locaux privés d'un journal » lui paraissait être « une tâche indue ». Et il exigeait l'« arrêt immédiat » de cette protection.

Sept mois après l'incendie criminel qui avait détruit le journal, le bureau parisien d'Alliance tempêtait ferme : « Nos collègues ne sont pas des agents de sécurité ! » La préfecture n'avait pas donné suite, mais, depuis septembre, la « garde statique permanente » devant l'hebdomadaire avait été remplacée par de simples rondes aléatoires.

Entre syndicalisme et instinct policier, c'est la feinte alliance...